



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sous embargo jusqu'au 7 avril 2021 à 01 h 01

Rapport 2020/21 : la situation des droits humains dans le monde s'est considérablement détériorée lors de la pandémie de COVID-19

La pandémie a révélé toute l'ampleur du terrible bilan des politiques publiques créatrices de divisions et destructrices qui perpétuent les inégalités, la discrimination et l'oppression, et qui ont préparé le terrain pour les dévastations causées par le COVID-19, souligne Amnesty International dans son rapport annuel rendu public le 7 avril.

Le Rapport 2020/21 d'Amnesty International sur la situation des droits humains dans le monde couvre 149 pays et présente une analyse détaillée des grandes tendances en matière de droits humains observées à travers le monde en 2020.

Dans ce rapport, l'organisation montre que les populations qui étaient déjà les plus marginalisées, notamment les femmes, les personnes réfugiées et les minorités ethniques sont celles qui ont été les plus durement frappées par la pandémie. Dans de nombreux pays, le personnel soignant, les travailleuses et travailleurs migrants et les personnes travaillant dans le secteur informel – qui pour beaucoup se sont trouvés en première ligne face à la pandémie – ont également été trahis par des systèmes de santé négligés et des aides économiques et sociales lacunaires.

« Dans plus de la moitié des pays scrutés dans le rapport, Amnesty International a constaté que des mesures prises par les gouvernements pour essayer d'endiguer la pandémie ont eu un impact discriminatoire en matière de droit à la santé ou d'autres droits fondamentaux sur un ou plusieurs groupes marginalisés », a déclaré Olivier Pirot, directeur général d'Amnesty International Luxembourg.

« Si le COVID-19 a tué au moins 1 800 000 personnes dans le monde en 2020, c'est aussi en raison, après des décennies de sous-investissement, de systèmes de santé et de programmes de protection sociale défaillants face à cette crise. »

Les mesures prises pour faire face à la pandémie ont aussi été minées par le fait que certains dirigeant·e·s ont impitoyablement exploité cette crise et instrumentalisé le COVID-19 pour lancer de nouvelles attaques contre les droits humains, a déclaré l'organisation.

« La réponse à la pandémie mondiale a également été utilisée sans vergogne par certains gouvernements pour renforcer et durcir leurs attaques contre les droits humains ; que ce soit au travers de la criminalisation de l'information sur le COVID-19 quand elle n'est pas alignée avec le prescrit gouvernemental comme en Hongrie ou du recours excessif à la force comme aux Philippines, au Nigéria ou au Brésil. Il en a été de même avec des arrestations arbitraires massives pour violation des mesures COVID-19 au Zimbabwe ou de la mise à profit de



l'occupation de l'espace médiatique par la pandémie pour accentuer encore la répression contre la société civile comme à Hong Kong, ou les minorités comme les Ouïgours », a déclaré Olivier Pirot.

Le monde est plongé dans un profond désarroi. Les dirigeants et dirigeantes de la planète ont cependant la possibilité, en adoptant des mesures visant à surmonter la pandémie et les autres crises mettant en jeu les droits humains, de faire renaître une véritable coopération internationale et de façonner un avenir plus juste.

La pandémie a exacerbé les inégalités et l'érosion des services publics

Le COVID-19 a davantage encore aggravé la situation déjà très précaire des personnes réfugiées, demandeuses d'asile ou migrantes dans de nombreux pays, certaines d'entre elles se retrouvant piégées dans des camps sordides et privées de fournitures essentielles ou bloquées en raison du renforcement des contrôles aux frontières. Par exemple, l'Ouganda, qui est le pays africain accueillant le plus grand nombre de réfugié·e·s, avec 1,4 million de réfugié·e·s recensés sur son territoire, a immédiatement fermé ses frontières au début de la pandémie, ne faisant pas d'exception pour les personnes réfugiées ou demandeuses d'asile qui voulaient entrer dans le pays. En conséquence, plus de 10 000 personnes ont été bloquées à la frontière entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda.

Le rapport attire aussi l'attention sur la nette augmentation du nombre de cas de violence domestique et liée au genre, et sur le fait que pour de nombreuses femmes et personnes LGBTI les obstacles à l'accès à une protection et à une aide se sont accrus à cause des restrictions du droit de circuler librement, du manque de mécanismes permettant aux victimes de signaler de façon confidentielle des violences alors qu'elles sont isolées avec les agresseurs, et de la suspension ou des capacités réduites des services d'assistance.

Des dirigeant·e·s instrumentalisent la pandémie pour intensifier la répression des droits humains

Le rapport dresse également un sombre bilan des carences des dirigeant·e·s du monde, leur façon de gérer la pandémie étant marquée par l'opportunisme et un mépris total pour les droits humains.

« Au lieu de venir en aide à la population et de la protéger, un certain nombre de dirigeants a simplement fait de cette pandémie une arme pour porter atteinte aux droits des gens. Ils y ont vu l'opportunité de consolider leur propre pouvoir et ont instrumentalisé la pandémie pour bafouer les droits humains », a déclaré Olivier Pirot.

L'adoption par les autorités de lois réprimant pénalement les commentaires relatifs à la pandémie est devenue une constante prédominante. En Hongrie, par exemple, le gouvernement du Premier ministre Viktor Orbán [a modifié le Code pénal du pays](#), qui prévoit désormais jusqu'à cinq ans d'emprisonnement en cas de « diffusion de fausses informations » au sujet du COVID-19.



D'autres dirigeant.e-s ont utilisé une force excessive. Aux Philippines, le président Rodrigo Duterte a dit avoir ordonné à la police de [tirer pour « tuer »](#) les personnes qui protestent ou qui causent des « troubles » pendant le confinement. Au Nigeria, les forces de sécurité ont tué des personnes parce qu'elles manifestaient dans la rue, réclamant le respect de leurs droits et de l'obligation de rendre des comptes. Dans le Brésil du président Jair Bolsonaro, les violences policières se sont intensifiées pendant la pandémie de COVID-19. Au moins 3 181 personnes ont été tuées par la police dans tout le pays entre janvier et juin, soit en moyenne 17 personnes par jour.

Certains dirigeant.e-s par exemple en Inde et en Chine, sont même allés jusqu'à profiter de la distraction provoquée par la pandémie pour réprimer les propos critiques sans rapport avec le virus, et perpétrer de nouvelles violations des droits humains, alors que l'attention des médias à travers le monde se portait ailleurs.

« Il est primordial que tous les États protègent, renforcent et financent pleinement les mécanismes et les institutions mondiales et régionales de protection des droits humains », précise Olivier Pirot.

Les intérêts nationaux ont primé sur la coopération internationale en matière de lutte contre le COVID-19

La pandémie a crûment mis en évidence l'incapacité du monde à coopérer efficacement en période de grandes difficultés à l'échelle planétaire. De nombreux.euses dirigeant.e-s ont causé des ravages à l'échelle internationale, entravant les initiatives collectives de redressement en bloquant ou en sapant la coopération internationale, notamment l'accès équitable aux vaccins.

Au milieu de la pandémie, plus de 90 pays ont introduit des restrictions à l'exportation touchant des articles tels que le matériel médical, les EPI, les produits pharmaceutiques et les denrées alimentaires. L'effort de l'OMS pour coordonner une réponse mondiale efficace a été sapé par le retrait insensible des États-Unis et le champ de bataille politique entre les États-Unis et la Chine.

Des dirigeant.e-s de pays riches, comme l'ancien président Donald Trump, ont contourné les tentatives de coopération mondiale en achetant la plupart des stocks de vaccins disponibles dans le monde, n'en laissant guère pour les autres pays. Ces pays riches se sont en outre abstenus de pousser les entreprises pharmaceutiques à partager leurs connaissances et leurs technologies afin d'accroître l'offre de vaccins contre le COVID-19 à l'échelle mondiale.

« Des populations entières sont privées d'accès aux vaccins de manière discriminatoire, comme en Israël, un pays avec un des plus hauts taux de vaccination au monde, ou pourtant le ministère de la santé a en décembre 2020 de facto exclu de la distribution des vaccins près de 5 millions de palestiniens vivant en Cisjordanie et à Gaza », a déclaré Olivier Pirot.

« Tout d'abord, il est crucial maintenant que les vaccins soient rapidement disponibles et accessibles pour tous et toutes, partout, et gratuitement là où les soins sont prodigués. Travaillant aux côtés des entreprises pharmaceutiques, les États doivent partager leurs



connaissances et leurs technologies afin que personne ne soit laissé de côté. Les États doivent également soutenir le développement d'un fonds mondial de protection sociale fondé sur les normes des droits humains, afin de réduire la pauvreté et l'exclusion, de garantir l'accès aux soins et de protéger les personnes contre les chocs tels que les ralentissements économiques, les crises sanitaires mondiales ou les changements de situation personnelle. Ils doivent enfin alléger la dette des 77 pays les plus pauvres pour les aider à se relever de ce choc. »

Face à l'indifférence des gouvernements, des mouvements de protestation partout dans le monde pour défendre les droits fondamentaux

Les politiques répressives ont incité de nombreuses personnes à participer à des combats de longue haleine comme avec les manifestations du mouvement Black Lives Matter aux États-Unis, les manifestations du mouvement #End SARS au Nigeria, et les nouvelles formes innovantes de protestation telles que les manifestations virtuelles pour le climat.

Le rapport fait état d'importantes et nombreuses victoires remportées en 2020 auxquelles ont contribué les militant-e-s des droits humains, particulièrement dans le domaine de la lutte contre les violences liées au genre. Citons notamment les nouvelles lois qui ont été adoptées pour combattre les violences contre les femmes et les filles en Corée du Sud, au Koweït et au Soudan, ainsi que la dépénalisation de l'avortement en Argentine, en Corée du Sud et en Irlande du Nord.

« Ce qui est remarquable également en 2020, c'est que l'impulsion pour une mutation vers une société fondée sur les droits humains et l'humanité est venue de la société civile et des innombrables personnes qui se sont exprimées pour réclamer un changement ; comme cela a été le cas lors des manifestations #End SARS au Nigeria ou Black Lives Matter, et dans les mouvements de protestation publics en Pologne, à Hong Kong, en Irak et au Chili, pour ne citer que quelques exemples », a déclaré Olivier Pirot.

« C'est donc grâce à la pression, dans le monde entier, de gens ordinaires et de défenseur-e-s des droits humains – intervenant souvent au péril de leur propre sécurité – que nous avons continué d'avancer. »

Téléchargez le rapport ici :

- [en anglais](#)
- [en français](#)
- [en allemand](#)

Des photos sont mises à votre disposition via ce lien : <https://adam.amnesty.org/asset-bank/images/assetbox/1a0fd8ed-6145-4496-ad05-ccb6068564f/assetbox.html>